

# DEHORS LES INDÉSIRABLES

**LES UNIONS DEVRONT EXPULSER DE LEURS RANGS LES AUBAINS REVOLUTIONNAIRES, SINON ON DEPORTERA CES ÉLÉMENTS. — AVERTISSEMENT AUX CHEFS.— LES GRÈVES DANS L'OUEST.**

(Par J. F. B. Livesay, correspondant spécial de la "Canadian Press")

Saint-Paul, Minn., 23. — La question d'une paix industrielle permanente à Winnipeg après la grève générale des unions locales repose sur le "status" futur des aubains ayant des opinions radicales. Les citoyens en vue de la ville, y compris le maire Gray et les membres du conseil, se sont joints aux autorités provinciales et fédérales, pour informer les unionistes de la ville que les extrémistes étrangers faisant partie des unions devront être congédiées sinon on emploiera toute la rigueur de la loi pour expulser cet élément du Canada. A 10 heures 30 ce matin, dans la salle du conseil à l'hôtel de ville, on croit que les représentants de tous les corps du Canada qui ont été affectés par la grève qui dure depuis une semaine, discuteront la situation. C'est le maire qui a pris cette initiative. Il a annoncé qu'il n'avait pas projeté d'abord une conférence pour régler la grève. Ce sera une réunion de citoyens, de commerçants, de professionnels et d'industriels. Le principal but, dit le maire, est de préparer la voie, et de débarrasser l'air de la menace d'une propagande radicale qui aurait fait de Winnipeg le centre d'un rayonnement par tout le pays. La situation de Winnipeg fait que cette ville est la seule où une grève générale ait pour effet de diviser le pays en deux. Les transcontinentaux traversent la ville. Lors de la déclaration de la grève de sympathie les grévistes ont annoncé que la capitale serait isolée, mais ils n'ont pas complètement réussi. Depuis jeudi, le progrès de la réorganisation s'est poursuivi. Presque tous les magasins ont continué leurs affaires et le comité des citoyens a appris que des commis ont demandé à reprendre leur emploi.

Le conseil a appris que les patrons, pour le règlement de la grève, ne refuseraient point de reconnaître le contrat collectif et l'union. Le maire Gray a déclaré qu'il est de l'avis de nombreux hommes d'affaires : les conférences entre patrons et travailleurs seraient satisfaisantes, mais il ne faut plus permettre qu'on se serve de la menace d'une grève générale pour forcer un règlement dans un cas particulier.

L'Association des vétérans a appris avec plaisir les déclarations des autorités municipales, provinciales et fédérales que les radicaux et les aubains à tendance bolcheviste, devraient être congédiés des unions et qu'ils se pourrait qu'ils soient deportés du Canada.

La *Free Press*, de Winnipeg, a publié des éditions du soir et du matin. C'est le premier journal publié depuis la grève.

Les divers officiers qui travaillent depuis une semaine à restaurer l'ordre normal se disent confiants que la réunion d'aujourd'hui aura pour conséquence la suspension de la grève. On dit que plusieurs unions sont disposées à conférer entre elles.

Le 24 mai sera célébré à Winnipeg comme d'habitude, mais le conseil a annoncé que l'usage des pièces pyrotechniques sera prohibé, à moins que la grève ne soit terminée ce soir.